



France

► Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France

Daniel Keller, Pierre Lafont

Conseil économique, social et environnemental (Cese), juillet 2020. 158 p.

Depuis plusieurs mois, notre pays est entré dans le temps des incertitudes : vers quel modèle de société se dirige la France ? Va-t-on continuer à vivre « comme avant » ? Peut-on mieux prévoir les crises, mieux les anticiper ? De nouvelles priorités doivent-elles être définies ? De nouveaux enjeux ont-ils émergé ? La société française en sortira-t-elle plus unie ou plus divisée ? Et dans l'immédiat, comment sortir de la crise économique ? Dans son rapport 2020 sur l'état de la France, la société civile propose un projet collectif ambitieux, qui repose sur des réorientations d'envergure de nos modes de développement, une révision profonde des pratiques institutionnelles face à l'urgence et à l'ampleur des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► La vision de la France à l'horizon 2050

Vision de la France neutre en carbone et respectueuse du vivant à l'horizon 2050

Conseil national de la transition écologique (CNTE), juillet 2020. 182 p.

Le CNTE présente sa contribution d'une vision de la France neutre en carbone et respectueuse du vivant en 2050. Une vision partagée du quotidien des Français au milieu du siècle, autour des questionnements : dans quel logement vivre ? Comment se nourrir ? Comment se déplacer ? Comment produire les biens et les services ?... C'est l'image partagée d'un futur désirable, construit à partir des héritages, des actualités et des potentialités pour transformer notre monde.

Le document est organisé en 21 thématiques et 155 « briques ». Chaque brique comprend plusieurs informations : la situation actuelle ; les pré-requis pour atteindre la situation visée en 2050 ; la situation en 2050 ; une à trois « étiquettes » thématiques.

► « Réinventer la France ». Modes de vie et attentes des Français après cette crise inédite

Sondage exclusif IFOP pour *La Tribune*, Europe 1 et Public Sénat, juillet 2020

Ce sondage livre une photographie de l'état d'esprit actuel des Français (presque) prêts à tout changer. Aux inquiétudes sanitaires succède un sentiment d'état d'urgence social et économique. La France d'après Covid-19 aspire à des transformations profondes des modes de vie.

► [Les résultats du sondage](#)

► « Réinventer la France ». Tour de France de la relance en régions

La Tribune, 3 juillet 2020. 113 p.

La Tribune publie une édition spéciale compilant les résultats et analyses de ce sondage ainsi qu'un large dossier consacré au tour de France de la relance en régions.

Collectivités locales - Décentralisation

► Quel rôle peut encore jouer l'institution départementale au XXI^e siècle ?

Enquête nationale Harris interactive pour le département de l'Essonne, juin 2020. 27 p.

Cette étude montre notamment que 80 % des Français ont une bonne opinion des Départements et que deux Français sur trois estiment que leur Département a géré efficacement la crise sanitaire Covid-19. Concernant les compétences, les Français attendent de la part des Départements un soutien du développement économique, des actions en faveur de l'emploi et de la protection de l'environnement. Retour sur les résultats de cette enquête nationale.

► [L'étude](#)

► “Après la crise, la revanche des territoires ?” - Grand débat

Les rencontres d'Acteurs publics, 6 juillet 2020. 1h04

Le Grand Débat organisé dans le cadre des Rencontres des acteurs publics, le 6 juillet à la Cour des comptes, avec Jean-François Monteils, président de la chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine, Pierre Monzani, préfet, directeur général de l'Assemblée des départements de France (ADF) et Jean Rottner, président de la région Grand Est.

► Collectivités locales et Covid 19 : de la gestion de crise à la relance économique

La Banque postale

Accès Territoires, hors-série, juillet 2020. 28 p.

Ce numéro hors-série de la collection « Accès Territoires » livre une première analyse des marges de manœuvre financières dont disposaient les collectivités locales fin 2019 pour affronter la crise sanitaire et la crise économique qui en découle, et s'interroge également sur les fractures territoriales que cette dernière pourrait accentuer.

► [Le hors-série](#)

Développement économique - Relance

► Perspectives économiques de l'OCDE. L'économie mondiale sur une ligne de crête

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), juin 2020

La pandémie de COVID-19 est une crise sanitaire mondiale sans précédent de mémoire d'homme. Elle a provoqué la récession économique la plus grave jamais observée depuis près d'un siècle et fait des ravages en termes de santé, d'emploi et de bien-être des citoyens. Cette édition des Perspectives économiques s'articule autour de deux scénarios probables. Le premier repose sur l'hypothèse d'une deuxième vague de contagions accompagnée de nouvelles mesures de confinement avant la fin de l'année 2020. Dans le deuxième scénario, toute nouvelle vague épidémique majeure est évitée.

► Une stratégie économique face à la crise

Conseil d'analyses économiques (CAE) - Philippe Martin, Xavier Ragot et Jean Pisani-Ferry

Les notes du Conseil d'analyse économique, n° 57, juillet 2020. 12 p.

Les mesures de confinement mises en place en réponse à la pandémie de COVID-19 ont conduit à une chute brutale de l'activité économique. Après avoir rassuré lors du confinement, la politique économique française doit maintenant aider entreprises et ménages à se projeter vers l'avenir. Dans cette nouvelle note du CAE, les auteurs formulent des propositions pour définir une stratégie macro-économique et budgétaire ainsi que les différentes phases de cette stratégie. Les auteurs estiment l'ampleur nécessaire du plan de relance avec des mesures pour les entreprises, les ménages, l'emploi et la transformation à plus long terme de l'économie.

► [La Note n° 57](#)

► Nombre d'emplois, nombre d'actifs dans les intercommunalités : une mesure des disparités territoriales

Assemblée des communautés de France (AdCF), Cabinet OPC

Les Notes de l'ADCF, n° 6, juin-juillet 2020. 7 p.

L'AdCF et le cabinet OPC publient une nouvelle note sur les économies locales qui s'inscrit dans une collection de dix notes consacrées aux dynamiques comparées des tissus économiques des intercommunalités françaises (avant la crise Covid-19). Cette nouvelle livraison porte sur la comparaison des volumes d'emplois et d'actifs à l'échelle des communautés afin d'évaluer l'ampleur des désajustements territoriaux. Cette analyse est déclinée pour certaines catégories socio-professionnelles et offre des indications sur l'intensité des interdépendances territoriales.

► [La Note n° 6](#)

► Rencontres économiques d'Aix-en-Provence – édition 2020 « Aix en Seine » Agir face aux dérèglements du monde - on va s'en sortir !

Le Cercle des économistes, 3 au 5 juillet 2020

Rendez-vous de réflexion et de débat incontournable du monde économique en France, l'édition de cette année, vu le contexte exceptionnel, est baptisée « Aix en Seine ». Les sessions et débats étaient organisés autour de 3 grands défis :

- Créer les conditions d'une société dynamique et solidaire
- Construire un grand plan débattu et partagé
- Renouveler les relations européennes et internationales

Parmi les débats [en replay](#) :

- [Réunir une France fracturée](#) (45 min)
- [Quelle politique industrielle ?](#) (1h)
- [Mettre la finance au service de la transition écologique](#) (1h10)
- [Réinventer la ville pour la rendre plus humaine](#) (1h10)
- [Assurer la cohésion sociale face au défi démographique](#) (1h03)

Economie sociale et solidaire

► L'après Covid-19, une transition écologique et solidaire

ESS France, juillet 2020. 17 p.

ESS France publie une note sur les conséquences de la crise Covid-19 pour les structures de l'ESS spécialistes de la transition écologique au coeur des territoires. La crise sanitaire Covid-19 a mis en lumière les limites du modèle qui est le nôtre : une dépendance forte au pétrole qui déstabilise l'économie mondiale et met encore plus en exergue des situations monopolistiques, la délocalisation

d'un grand nombre d'activités de production qui entraîne une dépendance à certaines chaînes d'approvisionnement en produits de base, la destruction croissante des écosystèmes et les fortes pressions exercées sur la biodiversité qui favorisent entre autres la création de zoonoses... Tous ces éléments montrent qu'il est devenu urgent de changer nos modèles de production et de consommation, et que la transition écologique et énergétique n'est plus une option mais une nécessité.

Expérimentation territoriale

► Une République de l'intelligence territoriale, grâce à l'expérimentation locale

Nicolas Bouillant, Thierry Germain

Fondation Jean Jaurès, juillet 2020

La France des territoires semble balancer entre aboutissement ou rejet du modèle métropolitain. La crise du coronavirus a renforcé ces tensions, et les élections municipales ont dessiné une France coupée en deux. Mais elles ont aussi montré une aspiration au local. Il est urgent de concevoir une République de l'intelligence territoriale inscrite dans une véritable cohésion nationale. Pour Nicolas Bouillant, directeur de l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation, et Thierry Germain, expert associé, ce nouveau modèle territorial pourrait s'appuyer sur une pratique porteuse de beaucoup d'innovation et de démocratie, l'expérimentation locale.

Inégalités sociales et de santé

► Analyse de la mobilité sociale, du déclassement à la reproduction sociale

Camille Peugny

Millénaire 3, juin 2020

Cet entretien avec Camille Peugny est réalisé dans le cadre de la thèse "*Grandir en banlieue : parcours, construction identitaire et positions sociales*". Les propos de l'auteur aident à mieux saisir les évolutions de la structure sociale lors des quarante dernières années. Dans un second temps, le sociologue livre son regard sur la crise sanitaire du Covid-19, à la lumière de ses recherches autour des inégalités sociales.

► Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19 - État des lieux et perspectives

DREES - Claire-Lise Dubost, Catherine Pollak et Sylvie Rey

Dossiers de la DREES, n° 62, 10 juillet 2020, 40 p.

L'objectif de ce dossier est de faire un premier état des lieux des inégalités sociales dans cette crise sanitaire, de présenter les facteurs d'inégalités sociales actuellement identifiés à partir de la littérature française et internationale et de les documenter et les quantifier si possible dans le contexte français. Après avoir présenté les inégalités sociales face au virus, qui se révèlent par des inégalités face à l'exposition, à ses facteurs aggravants, et dans sa prise en charge, il présente les inégalités sociales face au confinement. Le cumul de ces inégalités permet enfin de dresser un premier tableau des populations particulièrement vulnérables, et d'identifier des pistes pour des analyses ultérieures.

► Covid-19 en Seine-Saint-Denis

Audrey Mariette, Laure Pitti

Métropolitiques, juillet 2020

► (1/2) : "Quand l'épidémie aggrave les inégalités sociales de santé"

La Seine-Saint-Denis a été durement frappée par l'épidémie de coronavirus : Audrey Mariette et Laure Pitti présentent une analyse de l'épidémie à l'échelle de ce département et montrent ses incidences sur

les inégalités territoriales de santé.

► (2/2) : ["Comment le système de santé accroît les inégalités"](#)

Si des dispositifs de santé publique et des solidarités locales ont contribué à atténuer l'impact de l'épidémie de coronavirus, la Seine-Saint-Denis, dont le système de santé a été profondément affaibli par les réformes des dernières décennies, a été plus durement frappée que d'autres départements.

Métropoles

► **Métropoles viables, vivables, vivantes. Réinventer la ville**

Etude Future Cities - France 2020

France Urbaine et EY, en partenariat avec *La Tribune*, juillet 2020. 38 p.

Après la crise, quels leviers pour transformer les métropoles françaises en « Future cities » emblématiques ? Malgré le dynamisme des espaces métropolitains de ces 40 dernières années, la crise sanitaire a révélé certaines fragilités dans le modèle de développement urbain. La mise en lumière de ces fragilités ne doit pas masquer en réalité, une puissante dynamique de transformation en cours au sein des métropoles françaises et européennes. Certaines métropoles bâtissent progressivement un nouveau modèle de développement urbain dépassant le seul indicateur de la croissance économique. Cette approche répond aux nouvelles aspirations : atténuer la densité, améliorer la qualité de vie, réinventer les logiques d'espaces pour maintenir un lien social puissant, encourager et faciliter le dynamisme et créativité...

Numérique

► **Services publics, services au public et aménagement des territoires à l'heure du numérique**

Yves Kottelat, Patrick Molinoz

Conseil économique, social et environnemental (Cese), juillet 2020. 145 p.

Les services publics, régis par quatre principes majeurs (continuité, adaptabilité, égalité et neutralité), jouent un rôle essentiel dans l'aménagement et l'animation des territoires. Ils ont évolué sous l'effet de choix politiques et de profondes mutations technologiques. Le confinement, lié à la crise de la Covid-19, a particulièrement mis en lumière l'apport essentiel du numérique aux services publics et au public. Pour autant les promesses du numérique ne sont ni totalement réalisées, ni sans inconvénients. Ainsi, des disparités de couverture numérique persistent au détriment de territoires ruraux, urbains et ultra-marins. Les services publics et au public doivent tirer le meilleur parti possible du numérique, qui demeure un moyen et non une fin. Dans cet avis, le Cese identifie les défis à relever pour que la transformation numérique des services publics et au public, là où elle est possible et souhaitable, soit une réussite et formule un ensemble de préconisations pour y parvenir.

► [L'avis](#) ► [La synthèse](#)

► **Responsabilité numérique des entreprises : l'enjeu des données**

Plateforme RSE - Bettina Laville, Ghislaine Hierso, Geoffroy de Vienne

France Stratégie, juillet 2020. 214 p.

L'émergence de nouvelles possibilités technologiques transforme le paysage dans lequel les entreprises évoluent. Face aux enjeux liés à l'éthique, au respect de l'environnement, au patrimoine numérique et à sa protection ou encore à la gestion des ressources humaines et des risques juridiques, le numérique s'impose de plus en plus dans la définition du projet d'entreprise. Dans ce premier avis, la Plateforme RSE s'est concentrée sur les données collectées ou générées par les entreprises dans le cadre de leurs activités. Elle s'est attachée à donner une définition précise de ce que signifie, pour une entreprise, d'être numériquement responsable. En analysant le contexte numérique dans lequel

évoluent les entreprises et en s'appuyant sur leurs pratiques, le Plateforme RSE adresse 34 recommandations aux pouvoirs publics, aux entreprises, aux syndicats de salariés, aux chercheurs et aux acteurs de l'évaluation extra-financière des entreprises. Les défis sociaux et environnementaux par les entreprises seront examinés ultérieurement, dans un second avis.

► Quelle sobriété numérique dans les territoires ?

Fing - Jacques-François Marchandise (coord.)

Horizons publics, n° 14, mars-avril 2020. pp. 28-79

La convergence entre transition écologique et transformation numérique constitue aujourd'hui un défi majeur pour nos sociétés. Cette question au cœur de ce dossier s'est reposée avec acuité à l'épreuve de la crise du Covid-19. Face à ce défi systémique, l'échelle locale est souvent pertinente. C'est au niveau des territoires qu'une partie de la question de la sobriété numérique peut se régler. L'enjeu aujourd'hui est de passer du discours aux actes. D'où vient ce terme de « sobriété numérique » et que recouvre-t-il exactement ? Comment les collectivités locales peuvent-elles s'engager dans cette voie ? Quelle stratégie mettre en œuvre à l'échelle du territoire ?

► #Civic tech - Près d'une mairie sur deux n'a pas de site Internet, un problème pour la démocratie ?

La Tribune, 7 juillet 2020

Près de la moitié des mairies en France est dépourvue de site Internet. C'est le constat fait par la plateforme Polipart dans une dernière étude et qui compile plusieurs données d'organismes officiels. Face à la persistance de l'abstention, et surtout face à Facebook, les Civic Tech ont-elles une chance de se faire une place pour, comme elles le promettent, réinventer la démocratie ?

Planification territoriale

► Aménagement touristique des littoraux et planification en France. Des schémas d'aménagement étatiques aux schémas de cohérence territoriale

Émeline Hatt

Géographie, économie, société, 2020/1 (Vol. 22), pp. 81-104

Si le tourisme contribue à la construction des territoires, son intégration dans les politiques publiques de planification territoriale paraît encore limitée en France. Cet article retrace les modalités d'articulation du tourisme et de la planification depuis le début du XXe siècle en mettant en évidence les freins et les leviers de l'intégration de cette thématique dans les documents stratégiques de planification contemporaine. L'observation cible en particulier des territoires littoraux et l'analyse de la dimension touristique dans les schémas de cohérence territoriale.

Politique de la ville

► Les trajectoires résidentielles des habitants des QPV

Institut Paris Région - Sandrine Beaufils, Hélène Joinet

Insee Île-de-France - Frédéric Bertaux, Pierre Laurent, Odile Wolber, Vincent Vicaire

Note rapide Habitat-Société, n° 860, juillet 2020

Près de 13 % des Franciliens vivent dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), défini par le faible niveau de vie de ses résidents. En 2015, dans ces quartiers, un habitant sur dix a déménagé ; une mobilité proche de celle de l'ensemble des Franciliens. La moitié d'entre eux, surtout les moins pauvres, ont quitté la géographie prioritaire. Pour les 62 000 qui se sont installés en QPV, l'attribution d'un logement HLM reste le premier motif d'entrée.

► Deux tiers des personnes qui déménagent de quartiers prioritaires de la politique de la ville néo-aquitains sortent de la géographie prioritaire

Insee - Pierre-Émile Bidoux, Ghislaine Monerie

Insee Analyses Nouvelle Aquitaine, n° 89, juillet 2020

En Nouvelle-Aquitaine, 14 % des habitants des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) changent de logement au cours de l'année 2015. Ils s'installent majoritairement en dehors de ces quartiers, mais restent fréquemment à proximité de leur ancienne résidence. En partie liés à la géographie de la région et à la petite taille des quartiers, les flux résidentiels entre les QPV et les zones situées au-delà des unités urbaines sont plus intenses qu'au niveau national. Le niveau de vie de ceux qui quittent la géographie prioritaire est plus élevé que celui des habitants n'ayant pas déménagé et augmente plus fortement. Les sortants cèdent la place à de nouveaux arrivants dont le niveau de vie diminue au cours de l'année. À l'échelle régionale, les mobilités résidentielles modifient peu les caractéristiques des quartiers et la pauvreté y reste prégnante. L'objectif des nouveaux programmes dédiés à ces quartiers est de favoriser la mixité sociale.

Revitalisation des centres villes

► Revitalisation des activités en centre-ville et centre-bourg

Cerema

Note Commerce et activité, 15 juillet 2020, 16 p.

Le Cerema publie une note issue de l'atelier sur la redynamisation de l'activité en centre-ville et centre-bourg, mené par un groupe de travail partenarial en janvier 2020. Il présente notamment une série d'éléments qui favorisent les démarches et les points d'attention aux différentes étapes des projets, à partir des retours d'expériences des participants. Le document présente des éléments précis sur les différents aspects d'une opération de revitalisation : les contextes territoriaux favorables à la redynamisation des activités en centre-ville, les différentes conditions favorables à la réussite de ces opérations, les points de vigilance dans les différentes phases de définition de la stratégie, la présentation de deux dispositifs innovants (les organismes de foncier solidaire et les opérations de revitalisation de territoire).

Ségrégation résidentielle

► Quelle évolution de la ségrégation résidentielle en France ?

France stratégie - Hugo Botton, Pierre-Yves Cusset, Clément Dherbécourt, Alban George

La Note d'analyse n°92, juin 2020. 12 p.

Comment se répartissent cadres et ouvriers, immigrés d'Europe et d'ailleurs, ou encore logements sociaux, entre les quartiers de France métropolitaine ? Cette répartition est-elle plus inégale aujourd'hui qu'il y a 25 ans ? Dans cette étude, accompagnée d'un outil de visualisation inédit, France Stratégie passe au crible les 55 unités urbaines de France métropolitaine de plus de 100 000 habitants entre 1990 et 2015, à partir de données du recensement. Résultat : la ségrégation résidentielle est stable pour ce qui est de la catégorie sociale, en légère baisse pour ce qui est de l'origine migratoire, et en baisse plus sensible pour ce qui est du logement social. Si certains quartiers comptent aujourd'hui une part plus élevée de cadres ou d'immigrés d'origine extra-européenne, ce n'est en général pas le résultat de leur plus grande ségrégation mais simplement le reflet de la hausse de leurs effectifs dans la population.

► [La Note d'analyse n° 92](#)

► Pour accompagner son analyse, France Stratégie propose [un outil de datavisualisation](#) pour explorer ces données et appréhender l'inégale répartition dans l'espace urbain des différentes

catégories de population

Transitions

► Anticiper la crise d'après. Agir face au risque climatique

McKinsey Global Institute, juillet 2020. 48 p.

Insuffisamment préparées au risque climatique, nos sociétés risquent de se trouver exposées à une potentielle crise systémique, qui n'épargnera aucun secteur d'activité ni aucune région du monde. Face à cela, une mobilisation urgente et généralisée est nécessaire, afin d'analyser ce risque, puis d'engager un certain nombre d'actions pour s'y adapter.

► Transition écologique : "Pourquoi moi ?". Etude des sentiments exprimés lors du Grand débat national de 2019

Nicolas Leprêtre

Millénaire 3, 15 juillet 2020, 16 p. Coll. Sentiments d'injustice

Comment définir ce qui est juste ? La vision du "juste", de "l'honnête" ou du "correct" n'est pas similaire entre les individus, et les politiques publiques peuvent être vécues comme injuste auprès des citoyens. Basée sur les contributions au Grand Débat national, cette étude analyse les mécanismes d'expression de l'injustice par les citoyens, autour de la taxe carbone et des mesures écologiques. Dans ce document, l'auteur Nicolas Leprêtre s'applique à analyser les 5 mécanismes d'expression de l'injustice, et interroge l'implication des acteurs publics dans la prise en compte des revendications individuelles.

► [L'étude](#)

Urbain

► La fabrique de la ville questionnée par la crise sanitaire

Plan urbanisme construction architecture (Puca), juin-juillet 2020

Face à la crise sanitaire et à ses impacts sur la ville et l'habitat, de nombreuses initiatives ont été prises dans le champ de la recherche urbaine : enquêtes, tribunes, articles, appels à projets, blogs.

Devant le foisonnement des productions, le Puca a initié un travail de veille et d'analyse visant à dégager les grands enseignements et les controverses, afin de mieux comprendre ce que cette crise, au fil de son développement, aura révélé sur notre organisation urbaine, notre habitat, et ce qu'elle aura engendré. Pour valoriser ce travail de veille et d'analyse, le Puca a ouvert un portail Internet regroupant une sélection d'articles et d'initiatives de recherche. En complément, il publie une note d'analyse mensuelle afin d'effectuer une lecture synthétique et thématique de la connaissance diffusée et de prendre du recul sur ces contributions prolifiques.

► [Le portail internet](#) ► [La Note d'analyse #1](#)

Dernier numéro avant la trêve estivale

Rendez-vous à la rentrée pour le prochain numéro de *Veille & territoires*

Bel été à nos lecteurs !

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)